

MITTERRAND, LES MALOUINES ET L'AFRIQUE

IL est des crises internationales qui agissent comme des révélateurs sur la politique des gouvernements. La guerre entre Britanniques et Argentins dans l'Atlantique-Sud, est de celles-là. Dès le début du conflit, les autorités françaises ont pris fait et cause pour Margaret Thatcher. La rapidité de la réaction de l'Elysée, la fermeté du ton, l'approbation des mesures d'embargo prises par la Communauté européenne à l'encontre de Buenos-Aires, ont placé notre pays au premier rang, après les Etats-Unis, du front des puissances impérialistes solidaires de la couronne d'Angleterre.

Pourtant, en envoyant plusieurs milliers d'hommes, une grande partie de sa flotte aéronavale et ses sous-marins nucléaires reprendre les îles Malouines, Londres, contrairement à ses assertions, ne défend pas la démocratie contre une dictature sanglante et rétrograde. Elle ne fait que tenter de sauvegarder un vestige de son empire colonial, un territoire qu'elle s'était assujéti il y a siècle et demi par la force militaire, qui lui permet de contrôler le cap Horn et l'accès au continent antarctique.

Elle entend aussi signifier à d'autres pays dépendants, qui pourraient être tentés d'imiter l'exemple de l'Argentine, qu'elle n'entend pas laisser ébranler la tutelle des grandes puissances sur diverses régions du monde.

Il peut sembler paradoxal d'entendre François Mitterrand, Pierre Mauroy ou Charles Fiterman, qui se targuaient jadis de défendre le « droit des peuples », invoquer aujourd'hui le respect du « droit international ». Car ce dernier ne fait que consacrer des frontières et des souverainetés qui n'ont pour toute légitimité que les guerres de rapine livrées, il n'y a pas si longtemps, par les puissances impérialistes.

A bien y regarder, il y a néanmoins une grande cohérence dans l'attitude du gouvernement français. Depuis le début du septennat, il s'est au plan intérieur opposé à toute remise en cause des profits et des lois du système capitaliste. Il s'est refusé à en appeler à la mobilisation des travailleurs contre les manœuvres de la droite et du patronat. Il a distribué des milliards de subventions aux chefs d'entreprise. Cette volonté de donner des gages à la classe dominante a nécessairement des implications en matière de diplomatie. Elle conduit à défendre par tous les moyens les positions internationales du capital français.

Avec la Grande-Bretagne, la France est, il ne faut pas l'oublier, l'une des dernières métropoles coloniales du vieux continent. Elle administre, à travers tous les océans, une multitude d'îles et d'archipels. Grâce à ces possessions, son domaine maritime (près de onze millions de kilomètres carrés) demeure le troisième du monde. Une réaction compréhensive à l'égard des Argentins, ou simplement hésitante dans l'affrontement en cours, aurait pu créer une grave menace pour Clipperton, Mayotte, la Polynésie, La Réunion, ou encore les terres australes ou antarctiques sous tutelle française. Le dossier que nous publions dans ce numéro sur la politique française en Nouvelle Calédonie est parfaitement illustratif. De même, cette déclaration de J.-F. Hory, député de Mayotte : « *Si la France n'avait pas appuyé la Grande-Bretagne, on aurait pu croire qu'elle ne donnerait pas de suite militaire à une entreprise quelconque dirigée contre les îles françaises de l'océan Indien ou du Pacifique.* » Anachronisme ? Crispations de sociétés en pleine décadence sur leurs splendeurs passées ? Certainement pas. Pour

les Etats capitalistes, le contrôle des mers représente de nouveau, dans le contexte actuel de crise économique et énergétique, un enjeu stratégique de première importance. Les fonds marins recèlent en effet d'incalculables réserves encore inexploitées de pétrole, nickel, cobalt, cuivre, chrome, manganèse ainsi que des métaux rares d'hydrocarbures, de protéines et de phosphate. Comment ignorer que les multinationales — et nombre de sociétés françaises parmi elles — lorgnent vers ces richesses, y voyant la source de fabuleux profits ?

Au fond, cette défense acharnée des chasses gardées de la bourgeoisie française « outre-mer » ne peut étonner personne. Elle est à rapprocher de l'orientation appliquée envers l'Afrique, domaine « réservé » du chef de l'Etat sous la V^e République. Depuis le 10 mai 1981, Mitterrand n'a cessé d'affirmer qu'il remplirait l'ensemble de ses « obligations » dans ce continent. Il l'a redit avec encore plus de force lors de son voyage au Niger, au Sénégal et en Côte d'Ivoire à la mi-mai. Le sens de ces propos est clair : les nouveaux dirigeants se sont coulés dans le moule des rapports néo-coloniaux avec les capitales de l'Afrique francophone. On ne parle plus de « *décoloniser les rapports de coopération* ». Avec une franchise et un cynisme remarquable, Jean-Pierre Raison, responsable du secteur Afrique du PS expliquait le 20 mai au *Quotidien de Paris* : « *Le Parti socialiste, devenu parti de gouvernement, ne peut, pour de simples raisons d'efficacité, employer le même mode de protestation ou d'action qu'avant le 10 mai 1981.* » Lorsqu'il s'opposait au combat du peuple algérien, Guy Mollet disait-il autre chose ?

Voulant démontrer leurs capacités d'assumer « l'héritage », les socialistes maintiennent donc dans plusieurs pays 7 000 soldats dont ils dénonçaient encore la présence en avril 1981, comme « *un facteur de tensions internes* ». Ils s'efforcent de rassurer les potentats locaux, autoritaires et corrompus dont les régimes fondés sur la surexploitation des masses et la terreur policière tiennent grâce au soutien politique, économique et militaire de la métropole. Ici aussi, les « intérêts supérieurs » de la France justifient les entorses aux programmes officiels, ainsi que le confirme J.-P. Raison : « *Les droits de l'homme, dans certains domaines, et plus particulièrement dans le domaine politique, peuvent trouver des modes d'expression particuliers selon les pays. Il n'est pas évident que le multipartisme soit partout la meilleure expression de la réalité actuelle.* »

L'attitude de l'Elysée n'est pas une simple affaire de prestige. Le domination néocoloniale s'exprime, au premier chef, par la présence de centaines d'entreprises et d'institutions bancaires françaises qui exploitent sans vergogne les richesses naturelles de pays miséreux et qui détiennent l'essentiel des réseaux économiques. Ce n'est nullement un effet du hasard si le président de la République a choisi, pour sa première visite officielle sur le continent africain, le Niger, cinquième producteur mondial d'uranium, cette activité étant entièrement contrôlée par des capitaux français.

Mais à travers l'affaire des Malouines, Mitterrand n'a pas seulement voulu défendre l'héritage colonial de la France. Il a aussi fait un choix conforme à ses principales options depuis un an et parlé en chef de la quatrième puissance occidentale.

L'action des généraux de Buenos-Aires a, une nouvelle fois, mis spectaculairement en lumière le déclin du système de domination impérialiste et ses difficultés à faire respecter ses intérêts vitaux en tous les points du globe. La riposte de Londres et de ses alliés constituait donc un double test : pour la cohésion du camp impérialiste et de ses institutions face à une crise majeure, et quant à sa capacité de riposte militaire. Au bout du compte, il s'agissait d'une épreuve décisive pour la politique mise en œuvre depuis l'accession de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis. Celle-ci consiste à restaurer, sous la direction de la citadelle américaine, un leadership passablement ébranlé sur le « monde libre ». Le retour à un climat de tension avec les pays de l'Est et le développement d'une gigantesque course aux armements visant à briser tout nouveau progrès de la révolution et à imposer la loi des plus forts aux pays semi-coloniaux, sont les moyens de cette politique.

Par-delà les discours généreux, le gouvernement français n'a cessé de reprendre à son compte les principes de cette stratégie, en approuvant notamment la modernisation du potentiel nucléaire du Pacte atlantique, l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, et en augmentant son propre budget d'armement. Symbole de cette orientation, la récente décision d'inviter les ministres des Affaires

étrangères de l'Alliance atlantique se réunir à Paris au printemps 1983. Claude Labbé, leader du groupe RPR à l'Assemblée, a même pu se poser en champion de l'indépendance nationale face aux USA : « *Dans le socialisme français actuel, il y a une espèce d'atlantisme larvé* » !

Cet « atlantisme larvé » dénoncé par le leader gaulliste n'est que le moyen, pour le gouvernement français, de se tailler une place déterminante dans le redéploiement impérialiste. En apparaissant comme un partenaire privilégié de la Maison-Blanche, il cherche à utiliser tous les atouts dont il dispose dans le cadre de la nouvelle situation mondiale. Profitant de la crise politique en Allemagne fédérale et des difficultés de la Grande-Bretagne, il peut en effet prétendre dominer le sous-ensemble européen. Avec l'éclatement des contradictions de l'Europe des Dix, on vient de voir s'ébaucher cette orientation. Ayant pris la tête du soutien à la guerre de reconquête anglaise dans l'Atlantique-Sud, Paris s'est trouvé en position de force pour isoler la Grande-Bretagne sur la fixation des prix agricole et imposer une solution conforme à ses intérêts.

Mitterrand et Mauroy auront deux occasions, avant l'été, de concrétiser leur projet : le sommet des sept principaux pays industrialisés (Etats-Unis, Allemagne de l'Ouest, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon et Canada) et celui de l'OTAN se réuniront respectivement à Versailles et à Bonn dans les premiers jours de juin, en présence du chef de l'exécutif américain. Mais une chose est certaine, les travailleurs n'ont rien à y gagner et seuls les capitalistes peuvent y trouver une source de satisfaction.

En triomphant de Giscard et de la droite en mai et juin 1981, les dirigeants socialistes et communistes ont soulevé un espoir chez les opprimés et les exploités dans de nombreuses régions du monde. D'autant qu'ils parlaient abondamment d'instaurer un « *nouvel ordre international* », de « *nouveaux rapports avec le tiers monde* » et un « *espace social européen* ». Que reste-t-il de ces discours dans la pratique quotidienne ? Les dirigeants français ont résolument tourné le dos à tout ce qui devrait constituer la politique d'un gouvernement au service des travailleurs. Une action réellement conforme aux exigences populaires devrait rompre avec tous les mécanismes du pillage et de la domination impérialistes, instaurer de nouveaux rapports avec les pays dépendants — rapports fondés sur une véritable coopération — s'opposer au surarmement du Pentagone, etc. Loin d'isoler notre pays, de telles initiatives lui apporteraient la sympathie active de tous ceux qui combattent l'ordre contre-révolutionnaire international.

Par leur action et leur mobilisation, les travailleurs, les militants du PS, du PC ou des grands syndicats, doivent exiger que cesse la politique actuelle qui sert les maîtres français de l'industrie et de la finance et leurs pareils à l'étranger. C'est en soutenant toutes les luttes populaires, en s'opposant à la sale guerre britannique dans l'Atlantique-Sud, en exigeant la reconnaissance de la souveraineté argentine sur les Malouines, en manifestant massivement le 5 juin contre la présence à Paris de Reagan, le fauteur de guerre nucléaire, le bourreau du Salvador, qu'ils feront avancer ce combat. Les révolutionnaires, et la LCR en tout premier lieu, ont engagé leurs forces vers ces objectifs.

Plus que jamais, l'internationalisme n'est pas un mot vide de sens.

Le 21 mai 1982

